

LES PORTRAITS DE LA RÉGION

ENTREPRENEURIAT

MAI 2017

L'ENTREPRENEURIAT DANS LA RÉGION

— Mariella Collini

Ici comme ailleurs, les défis liés à la création et à la croissance des entreprises sont vécus à grande échelle, mais mènent à des actions territorialisées. Ce portrait se penche sur les nombreux aspects de ce vecteur névralgique de développement, englobant quelques constats liés à l'entrepreneuriat, au processus entrepreneurial, à la capacité de l'environnement externe à dynamiser l'entrepreneuriat ainsi qu'à certaines pratiques des entreprises.

Selon Emploi-Québec¹, en 2016, l'Abitibi-Témiscamingue dénombrait 6 971 établissements. Avec presque 60 % d'entre eux comptant 4 employés et moins, ces entités sont généralement appelées « microétablissements » ou « microentreprises ». En regardant plus loin, 30 % employaient entre 20 à 49 employés. La tranche des 5 à 19 employés s'établissait à 7 %. C'est ainsi que 97 % des établissements de la région comptaient moins de 50 employés, et par ricochet, 3 % plus de 50 employés.

Nombre et répartition des établissements > MRC de l'Abitibi-Témiscamingue

	Nombre	Répartition régionale
Abitibi	1 183	17,0 %
Abitibi-Ouest	883	12,7 %
La Vallée-de-l'Or	2 065	29,6 %
Rouyn-Noranda	1 787	25,6 %
Témiscamingue	1 053	15,1 %

Toujours en 2016, plus de 3 établissements sur 4 exerçaient leur activité dans le secteur des services, ce qui témoigne de la tertiarisation de l'économie. Ensuite, 12 % étaient actifs dans le secteur primaire, alors que 10 % l'étaient dans le secteur secondaire (construction et fabrication).

DIVERSITÉ INDUSTRIELLE

Selon le portrait économique des régions², l'Abitibi-Témiscamingue a vu diminuer légèrement son indice de diversité industrielle, qui s'est fixé à 14,8 en 2015. Plus un indice se rapproche de 0, plus la structure d'une région diffère de celle du Québec, qui est fortement diversifiée. Sur l'ensemble des 17 régions

administratives, l'Abitibi-Témiscamingue se positionne au 15^e rang, ce qui confirme une économie peu diversifiée comparativement aux régions du Québec.

INDICATEURS DE PERFORMANCE

■ Revenu net des entreprises individuelles

Le revenu net des entreprises individuelles non agricoles³, excluant le revenu de location, est estimé à 186,9 M\$ en 2015, selon des données provisoires. Il s'agit d'un revenu net non agricole relativement stable par rapport à l'année 2014, mais un peu moindre qu'entre 2011 et 2013.

■ Investissements

Selon les perspectives 2016, les investissements des entreprises⁴ devraient dépasser 1 G\$ dans la région, signalant un retour à la croissance après un léger repli en 2015. La majorité des investissements se destinaient à la construction (74 %), le reste étant pour l'acquisition d'équipements.

■ Faillites

En 2016, 29 entreprises de la région ont été touchées par l'insolvabilité (faillites et proposition)⁵, ce qui correspond à la deuxième plus forte marque après le sommet de 2012, avec 38. Comme le nombre de faillites peut fluctuer selon l'évolution du nombre d'entreprises, le taux d'insolvabilité, soit le nombre de faillites pour 1 000 entreprises, aide à mesurer l'intensité de celles qui échouent. En 2016, ce taux était légèrement inférieur dans la région (2,4) à celui du Québec (2,6).

■ Valeur ajoutée manufacturière

Selon les données disponibles (2012), la valeur ajoutée manufacturière⁶ par tranche de 100 \$ de ventes de biens fabriqués plaçait

la région en queue de peloton. La valeur ajoutée était plus élevée dans les ventes de biens fabriqués des PME (50,32 \$) que dans celles des grandes entreprises (12,29 \$).

■ PLAN DE RELÈVE DES PME

La perspective d'avenir des PME à la suite du départ du propriétaire-dirigeant a été abordée dans le cadre de l'Enquête sur le recrutement, l'emploi et les besoins de formation dans la région⁷. Ainsi, les entreprises répondantes (excluant les organismes publics et la grande entreprise à propriété multiple) ont indiqué trois principaux cas de figure possibles : l'entreprise sera vendue ou transférée à un ou des membres de la famille (20 % des mentions), l'entreprise sera vendue à un tiers (20 %) ou l'entreprise sera vendue ou transférée à un ou des employés (13 %). Le remplacement de la direction ou la fermeture de l'entreprise ont recueilli respectivement 7 % et 6 %. Cela dit, plus du tiers des répondants (38 %) ne savaient pas ce qu'il adviendrait de l'entreprise au départ de la direction ou du propriétaire. ■

Sources :

1. Emploi-Québec, direction Abitibi-Témiscamingue, Répertoire des établissements, mars 2017. Selon le Registre des entreprises du Québec, un établissement désigne, entre autres, le siège social, les bureaux et les diverses succursales d'une entreprise.
2. Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI), **Portrait économique des régions du Québec**, 2016.
3. 4. Institut de la statistique du Québec (ISQ), **Profil de la région administrative - Abitibi-Témiscamingue [en ligne]**. Consulté en mars 2017.
5. Bureau du surintendant des faillites, **Rapports sur l'insolvabilité au Canada**.
6. Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI), **Portrait manufacturier des régions du Québec**, 2016.
7. Emploi-Québec, **Enquête sur le recrutement, l'emploi et les besoins de formation dans les établissements au Québec, Rapport synthèse - Abitibi-Témiscamingue, Édition 2014-2015**, 2016.

LA CHAÎNE ENTREPRENEURIALE

L'indice entrepreneurial québécois 2015 intitulé *Entreprendre partout pareil au Québec* contient une mine de renseignements et de statistiques permettant de dresser un portrait régional de la dynamique entrepreneuriale. Voyons plus succinctement quelques constats portant sur les deux premières phases du processus entrepreneurial : les intentions entrepreneuriales ainsi que les démarches de création d'entreprises.

L'INTENTION ENTREPRENEURIALE

Toute aventure entrepreneuriale débute par la volonté d'une personne à créer un jour une nouvelle entreprise ou de reprendre une entreprise existante. En 2015, avec un taux d'intentions entrepreneuriales en deçà de 15 %, le désir de PME chez les répondants de l'Abitibi-Témiscamingue était moins prononcé qu'à l'échelle provinciale, avec 20,1 %.

Si la région compte proportionnellement moins de personnes désireuses de se lancer en affaires, elles sont par ailleurs moins pressées à réaliser leur projet. Ainsi, entre 30 et 40 % des répondants de la région envisageaient d'entreprendre des démarches en ce sens d'ici un horizon de 3 ans, alors qu'il en était de 53 % à l'échelle québécoise.

La manière envisagée pour concrétiser le projet entrepreneurial diffère également. Ainsi, bien que le moyen privilégié pour se lancer en affaires soit de créer une nouvelle entreprise, et ce, dans toutes les régions du Québec, les répondants de l'Abitibi-Témiscamingue sont trois fois plus nombreux, en proportion, à envisager le rachat ou la relève d'une entreprise déjà existante.

Propension à la reprise d'une entreprise, par le rachat ou la relève

> Abitibi-Témiscamingue et Québec, 2015

	Rachat	Relève
Abitibi-Témiscamingue	14,0 %	14,4 %
Ensemble du Québec	5,1 %	4,6 %

L'enquête recense plusieurs éléments déclencheurs qui incitent les personnes à passer de l'intention à l'action. Dans la région, la présence d'un mentor joue un rôle majeur pour près du tiers des répondants. Or, à l'échelle provinciale, le mentor est pourtant le quatrième facteur en importance (18 %) après l'identification

d'une opportunité d'affaires, l'augmentation des compétences personnelles ainsi que la présence d'un partenaire d'affaires. L'Abitibi-Témiscamingue se distingue aussi quant à l'information sur le démarrage mentionné par 10 % des répondants comparativement à 7 % dans l'ensemble du Québec. En d'autres mots, un plus grand besoin de conseils et d'accompagnement semble se dégager des résultats pour les entrepreneurs potentiels de la région.

LES FAMILLES EN AFFAIRES

Plusieurs études démontrent que provenir d'une famille en affaires influence positivement les personnes à créer leur propre entreprise. Au Québec, le taux d'intentions entrepreneuriales chez les individus issus de familles en affaires est presque deux fois plus élevé que celui des répondants n'ayant pas d'antécédents entrepreneuriaux dans leur famille. L'Abitibi-Témiscamingue se distingue favorablement à cet égard : le fait de provenir d'une famille en affaires triple les chances de devenir entrepreneur.

LA DÉMARCHE ENTREPRENEURIALE

La concrétisation d'un projet de création ou de reprise d'entreprise repose sur la réalisation de diverses actions par le démarcheur ou futur entrepreneur.

En 2015, entre 6 et 8 % des répondants de la région avaient entrepris des démarches en vue de créer une nouvelle entreprise ou d'en reprendre une existante. Le dynamisme régional semblait moindre qu'à l'échelle provinciale, alors qu'à ce même moment, 10 % des individus québécois menaient des démarches similaires.

À l'échelle du Québec, les démarches généralement envisagées pour amasser le financement nécessaire à la réalisation du projet entrepreneurial reposent successivement sur les économies personnelles, les prêts bancaires et l'aide en provenance de la famille. La réalité régionale semble différer à cet égard, alors que plus de 30 % des démarcheurs d'ici, comparativement à 12 % au Québec, voient les programmes publics comme l'une des principales sources de financement potentiel.

• Obstacles lors des démarches

Bien que les pourcentages ne soient pas disponibles pour l'Abitibi-Témiscamingue à l'égard de chaque obstacle, l'enquête mentionne que l'absence d'accompagnement d'un entrepreneur expérimenté est plus souvent mentionnée ici (15 %) par rapport à la réalité québécoise.

Obstacles rencontrés durant les démarches

> Québec, 2015

	Part
Financement	39,0 %
Manque de temps	20,5 %
Complexité des procédures administratives, juridiques et fiscales	20,4 %
Manque de soutien technique	6,6 %
Absence d'accompagnement d'un entrepreneur expérimenté	5,7 %

• Aide sollicitée

En Abitibi-Témiscamingue, plus de 60 % des démarcheurs ont sollicité l'aide des organisations publiques, alors qu'il en est de 46 % pour les démarcheurs québécois.

Selon le type d'aide sollicitée (de nature financière, technique ou en matière de formation, etc.) les démarcheurs de la région sont proportionnellement plus nombreux à solliciter de l'aide en matière de formation et d'information (>30 % c. 25 %) et sous la forme de conseils techniques (40 % c. 24,5 %).

LA PROPRIÉTÉ D'ENTREPRISES

La propriété d'entreprises est l'aboutissement des étapes antérieures. L'enquête dévoile peu de résultats pour l'Abitibi-Témiscamingue au regard des propriétaires d'entreprises.

■ L'accès à des réseaux de contacts d'entrepreneurs expérimentés est un élément que jugent essentiel les propriétaires de la région pour la croissance de leur entreprise.

Source : Fondation de l'entrepreneurship, **L'indice entrepreneurial québécois 2015** présenté par la Caisse de dépôt et placement du Québec et réalisé en partenariat avec l'Institut d'entrepreneuriat Banque Nationale - HEC Montréal, 2015.

LE CONTEXTE ENTREPRENEURIAL

Depuis neuf ans, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) produit un classement national des collectivités entrepreneuriales. Ce classement a pour but d'évaluer l'environnement entrepreneurial des villes¹ – agglomérations et régions métropolitaines de recensement (RMR) de plus de 20 000 habitants – à partir de 3 grandes composantes (présence, perspectives et politiques). Voici ce que nous retenons pour les agglomérations de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or.

RÉSULTATS GLOBAUX

À l'instar de plusieurs autres collectivités au pays, Val-d'Or et Rouyn-Noranda présentent un portrait entrepreneurial nettement plus favorable en 2016 par rapport à 2015. Cette embellie s'expliquerait par une évaluation plus positive du climat d'affaires par les entrepreneurs et par ricochet, d'un regain d'optimisme face à l'avenir. À ce titre, Val-d'Or et Rouyn-Noranda se hissent parmi les 10 villes canadiennes de taille moyenne où l'optimisme des chefs d'entreprise quant au « perspectives » est le plus élevé.

• Rouyn-Noranda

De manière plus détaillée, le tableau traduit une amélioration continue de l'indice de la catégorie « présence ». L'indice associé à la catégorie « perspectives » a diminué par rapport à 2015, mais demeure relativement stable par rapport à 2014. À l'inverse, c'est

dans la catégorie « politiques » que l'indice semble avoir fluctué davantage au cours des trois dernières années.

• Val-d'Or

L'agglomération de Val-d'Or connaît une embellie à l'égard des trois composantes du dynamisme entrepreneurial. Toujours à partir du tableau, on note une amélioration continue des indices liés aux catégories « présence » et « politiques » depuis 2014. Quant à la catégorie « perspectives », après un recul de l'indice en 2015, on constate une amélioration en 2016.

12^e

Avec une cote globale de 65,6 sur 100, l'agglomération de Val-d'Or se hisse au 12^e rang des 121 villes canadiennes.

33^e

Avec une cote globale de 61,8 sur 100, l'agglomération de Rouyn-Noranda se positionne au 33^e rang des 121 villes canadiennes.

Indice entrepreneurial des villes : classement général (sur 121 villes)

> Agglomérations de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or, 2014 à 2016

		Présence (sur 25)	Perspectives (sur 35)	Politiques (sur 40)	Cote (100)	Variation annuelle	Rang
Rouyn-Noranda	2016	12,1	25,8	23,9	61,8	3,4	33
	2015	9,0	27,8	21,6	58,4	-2,0	50
	2014	7,2	25,3	27,8	60,3	0,7	19
Val-d'Or	2016	11,6	25,0	29,0	65,6	8,5	12
	2015	8,9	19,8	28,4	57,2	0,1	58
	2014	7,5	22,2	27,3	57,0	-2,6	37

Notes : **Présence** : Représentation de l'importance de la croissance de l'entrepreneuriat durant une année donnée (augmentation des établissements commerciaux, part du travail autonome, etc.).

Perspectives : Perceptions des entrepreneurs et degré d'optimisme à l'égard du rendement prévu, de l'embauche d'employés à temps plein, de l'état général de l'entreprise, etc.

Politiques : Évaluation des entrepreneurs envers les efforts des administrations municipales pour soutenir l'entrepreneuriat (impôts et règlements municipaux, sensibilité municipale envers les PME, etc.).

Source : Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), **Les collectivités entrepreneuriales**, 2014 à 2016.

✓ LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE

En s'appuyant sur un indice qui couvre trois grandes dimensions – accès à l'information, qualité de l'information et cadre réglementaire en vigueur (nombre de permis, coût, délais, etc.) –, la FCEI a aussi classé les 100 plus grandes villes du Québec selon les contraintes qu'elles imposent ainsi que de leurs atouts et de leurs faiblesses en matière de réglementation.

La Ville de Val-d'Or fait bonne figure, se classant au 13^e rang, alors que les villes d'Amos et de Rouyn-Noranda se positionnent respectivement au 31^e et 62^e rang.

Source : Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), **Le casse-tête municipal des entrepreneurs**, 2016.

✓ LA CULTURE ENTREPRENEURIALE

Toujours selon l'indice 2015 de la Fondation de l'entrepreneurship, connaître un entrepreneur peut constituer un stimulus important pour déclencher le désir d'entreprendre. Or, un peu plus de la moitié des répondants de l'Abitibi-Témiscamingue (53 %) déclarent connaître personnellement plus ou moins bien un entrepreneur. Au Québec, il s'agit de deux personnes sur trois (69 %).

Les perceptions positives à l'égard de l'entrepreneuriat et des entrepreneurs peuvent orienter vers une carrière entrepreneuriale. De façon générale, les répondants de la région n'ont pas de perceptions nettement plus favorables ou défavorables envers le rôle des entrepreneurs dans le développement ou encore leur degré d'implication et d'honnêteté, à une seule exception. L'affirmation selon laquelle l'enrichissement des entrepreneurs est sain n'est appuyée que par 57,5 % des répondants, ce qui positionne la région en queue de peloton.

Il existe une forte corrélation entre la perception de l'entrepreneuriat comme un choix de carrière et le désir de se lancer en affaires. À ce chapitre, l'Abitibi-Témiscamingue fait piètre figure : moins d'un répondant de la région sur quatre considèrent le fait de travailler à son compte ou d'avoir sa propre entreprise comme étant un choix optimal de carrière (un sur trois au Québec).

LES ENTREPRISES ET LEURS PRATIQUES

Une récente publication de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) intitulée *Le financement et la croissance des petites entreprises au Québec en 2014*¹ comporte des données selon des régions géographiques définies, soit les régions métropolitaines de recensement (RMR) et les agglomérations de recensement (AR). Les trois AR de la région sont comprises dans les données du regroupement de 23 AR hors des RMR. On y apprend entre autres ce qui suit.

■ Les propriétaires de PME

En 2014, pour les 23 AR, près des deux tiers des propriétaires de PME (65 %) ont déclaré être des fondateurs de leur PME et l'autre tiers (32 %) des repreneurs. À l'échelle du Québec, on note une part plus élevée des fondateurs et plus faible des repreneurs. Ensuite, le profil des propriétaires se présente comme suit :

- Plus de la moitié des propriétaires de PME avaient entre 50 et 64 ans (48 % au Québec).
- Les trois quarts des propriétaires de PME avaient plus de 10 ans d'expérience en matière de gestion d'une entreprise.
- En 2014, 44 % des entreprises avaient parmi leurs actionnaires, une femme (38 % au Québec). Cela dit, les PME appartenaient exclusivement ou majoritairement aux femmes à hauteur de 24 %. Dans un cas sur dix, la propriété de l'entreprise était partagée à parts égales (50 % des parts) par les hommes et les femmes.

■ Pratiques commerciales des PME

L'ouverture à l'exportation ainsi que l'innovation sont des composantes clés pour stimuler la compétitivité et favoriser la croissance des PME.

Dans l'ensemble des 23 AR, moins d'une PME sur dix (6 %) ont réalisé des exportations en 2014, ce qui est pratiquement deux fois moins commun que dans l'ensemble des entreprises du Québec (11 %). La plupart

(82 %) d'entre elles ont exporté vers les États-Unis. La principale raison donnée par les PME non exportatrices pour justifier leur absence sur les marchés d'exportation est la nature locale de leur entreprise.

Toujours en 2014, un peu plus du tiers des PME (36 %) ont manifesté leur intention d'étendre leurs ventes à de nouveaux marchés entre 2015 et 2017. Environ 8 % viseraient des marchés à l'extérieur du Canada, où les États-Unis se pointent comme première destination.

■ Croissance et obstacles à la croissance

Entre 2012 et 2014, 48 % des PME sondées dans les 23 AR étaient en faible croissance, 10 % en croissance modérée et 6 % en forte croissance. Les autres ont connu une croissance annuelle nulle ou négative. Ces proportions sont similaires à l'échelle québécoise.

Quant aux facteurs limitatifs à la croissance de leur PME perçus par les propriétaires, quelques-uns se distinguent d'une manière particulière, dont l'intensification de la concurrence et le taux d'imposition des sociétés.

Principaux obstacles à la croissance perçus par les entrepreneurs, 2014

	23 AR	Ensemble du Québec
Intensification de la concurrence	1 ^{er} rang	1 ^{er} rang
Taux d'imposition des sociétés	2 ^e rang	2 ^e rang
Hausse du coût des intrants	3 ^e rang	4 ^e rang
Fluctuations de la demande	4 ^e rang	3 ^e rang
Maintien de liquidités suffisantes	5 ^e rang	5 ^e rang

Près de la moitié des PME qui ont participé à l'enquête ne perçoivent pas la pénurie de main-d'oeuvre ainsi que le recrutement et la rétention de travailleurs qualifiés comme un obstacle majeur à leur croissance. ■

✓ LES PME ET INTERNET

■ En 2012, au Québec, près d'une entreprise branchée sur deux (49,6 %) avait son propre site Web. Avec 34 %, les petites entreprises québécoises (1-4 employés) étaient proportionnellement moins nombreuses que les entreprises de 10 employés et plus à avoir un site Web (68 % à 92 %). Par ailleurs, environ 13 % des entreprises branchées au Québec vendaient sur Internet, alors que 45 % achetaient des biens et services en ligne².

■ Selon le CEFRIO³, à chaque mois de l'année 2016, le tiers des adultes québécois a acheté en ligne pour des dépenses mensuelles moyennes de 325 \$. Ainsi, on évalue les dépenses totales en achats en ligne à 8,5 G\$ à l'échelle québécoise.

✓ LE MENTORAT

En Abitibi et dans La Vallée-de-l'Or, depuis le début des années 2000, quelque 94 entrepreneurs ayant adhéré au Réseau M à titre de mentors ont accompagné bénévolement 150 entrepreneurs qui souhaitent bonifier leur compétences entrepreneuriales⁴. La MRC d'Abitibi-Ouest et la Ville de Rouyn-Noranda ont aussi des cellules de mentorat.

Sources :

1. Institut de la statistique du Québec (ISQ), **Le financement et la croissance des entreprises en 2014**, 2017.
2. Institut de la statistique du Québec (ISQ), **L'intégration d'Internet aux processus d'affaires dans les entreprises québécoises**, 2013.
3. CEFRIO, **Le commerce électronique au Québec**, 2017.
4. SADC Harricana et MRC de La Vallée-de-l'Or.



L'OBSERVATOIRE
de l'Abitibi-Témiscamingue
RASSEMBLER · COMPRENDRE · DIFFUSER

MISSION

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue est un carrefour d'information, notamment statistique, au sujet de l'Abitibi-Témiscamingue. Par le partage des connaissances, il vise une meilleure compréhension des problématiques régionales.

COORDONNÉES

445, boulevard de l'Université, bureau F-102.1
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4
T. : 819 762-0971 Sans frais : 1 877 870-8728 poste 2622
observatoire@observat.qc.ca
OBSERVAT.QC.CA

2 200 abonnements